

**COMMUNE DE BAYONNE**  
**Département des Pyrénées-Atlantiques - Arrondissement de Bayonne**

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 JUILLET 2022**  
**DELIBERATION N° DE-2022-103**

L'an deux mil vingt-deux, le 21 juillet, le Conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni l'Hôtel de ville, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Jean-René ETCHEGARAY, Maire. La séance a été ouverte à 17h35.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 45

**Présents :**

M. ETCHEGARAY, Mme DURRUTY, M. MILLET-BARBÉ, Mme LAUQUÉ, M. UGALDE, Mme HARDOUIN-TORRE, M. CORRÉGÉ, Mme LOUPIEN-SUARES, M. LACASSAGNE, Mme MARTIN-DOLHAGARAY, M. LAIGUILLON, Mme CASTEL, M. ALQUIÉ, Mme MEYZENC, M. PARRILLA ETCHEART, Mme DUHART, Mme BISAUTA, M. ARCOUET, Mme LARRÉ M. SALANNE, M. PAULY, Mme LAPLACE, M. DAUBISSE, Mme MOTHES, M. SÉVILLA, Mme ZITTEL, Mme LARROZE-FRANCEZAT, M. ERREMUNDEGUY, M. SUSPERREGUI, M. BOUTONNET-LOUSTAU, Mme CAPDEVIELLE, M. DUZERT, M. ESTEBAN, Mme LIOUSSE, M. ETCHETO (à partir de 18h57), Mme BROCARD, Mme HERRERA LANDA, M. ABADIE (jusqu'à 22h30 et à partir de 23h00), M. BERGÉ.

**Absents représentés par pouvoir :**

M. AGUERRE à Mme BISAUTA, Mme BRAU-BOIRIE à Mme LOUPIEN-SUARES, M. ALLEMAN à Mme LAUQUÉ, Mme DELOBEL à M. MILLET-BARBÉ, Mme DUPREUILH à Mme LIOUSSE, M. ETCHETO à Mme BROCARD (jusqu'à 18h57), M. ABADIE à Mme HERRERA LANDA (de 22h30 à 23h00)

**Absent(s) :**

Mme BENSOUSSAN

**Secrétaire :**

M. BOUTONNET-LOUSTAU

---

*Entendu le rapport de M. LACASSAGNE,*

**OBJET : DEVELOPPEMENT URBAIN** – Création d'une société publique locale dénommée « SPL Pays Basque Aménagement » pour les opérations d'aménagement, de construction, de réhabilitation/requalification et de transition énergétique au Pays Basque - Approbation des statuts et du pacte d'actionnaires.

La mise en œuvre des ambitions du programme local de l'habitat (PLH) Pays Basque et plus globalement de la volonté publique de maîtrise du développement du territoire implique de développer fortement l'action publique d'aménagement.

Compétence du bloc intercommunal et communal, la réalisation d'opérations publiques d'aménagement nécessite de disposer d'un outil ad hoc, capable de porter dans la durée les études, souvent complexes, mais aussi les travaux desdites opérations.

Conformément à l'article L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) est compétente dans de nombreux domaines susceptibles de donner lieu à des opérations d'aménagement ou de construction. Outre leur clause de compétence générale posée par l'article L.2121-29 du CGCT, les communes sont compétentes en matière d'opérations d'aménagement, ainsi qu'en matière d'habitat dans les domaines qui ne sont pas reconnus d'intérêt communautaire.

Le Syndicat mixte des mobilités Pays Basque-Adour (SMPBA) est compétent lui aussi, selon ses statuts, pour aménager des axes structurants de transports collectifs, en particulier ceux supportant un transport en commun en site propre, et les pôles d'échanges multimodaux (dont les parcs-relais). Pour mener à bien ces missions, il peut, le cas échéant, procéder aux acquisitions foncières nécessaires.

En complémentarité avec les activités menées en régie, les actions de l'Etablissement public foncier local du Pays Basque (EPFL), celles des bailleurs sociaux ou encore de la Société d'équipement des Pays de l'Adour (SEPA), la CAPB, certaines de ses communes membres et le SMPBA souhaitent se doter d'une société publique locale (SPL) en charge de missions d'aménagement opérationnel et de construction en matière d'habitat, mais aussi d'équipements publics, de zones d'activité économiques, d'aménagements de milieux naturels, d'opérations de réhabilitation/requalification et de transition énergétique, etc.

En outre, sur le champ de la transition énergétique et en réponse aux enjeux du changement climatique et aux objectifs ambitieux du plan climat air énergie territorial (PCAET) Pays Basque, la SPL contribuera à massifier les projets de rénovation énergétique et de développement des énergies renouvelables à l'échelle du territoire grâce à de nouveaux modes d'actions et la mise en place d'outils d'interventions efficaces.

Les SPL présentent les avantages d'une société de droit privé et donc d'une organisation souple avec la garantie d'un contrôle par leurs actionnaires publics. Selon le troisième alinéa de l'article L.1531-1 du CGCT, les SPL ont l'obligation d'« exercer leurs activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres ».

La SPL pourra passer toute convention appropriée et effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières nécessaires à la réalisation des projets. Elle pourra, en outre, réaliser toutes opérations qui seraient compatibles avec son objet social et qui contribueraient à sa réalisation.

Le projet de statuts et le projet de pacte d'actionnaires sont annexés à cette délibération et détaillent, notamment, les éléments présentés ci-après :

### 1 - la forme de la société, sa dénomination sociale et son siège social

La SPL est une société anonyme à forme moniste (Président et Conseil d'administration).

La dénomination de la SPL est : « SPL Pays Basque Aménagement ».

Son siège social est fixé au 15 avenue Foch à Bayonne.

### 2 - les Actionnaires de la SPL

Les actionnaires de la SPL sont les suivants :

- La Communauté d'Agglomération du Pays Basque (« CAPB »)
- Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (« SMPBA »)
- La commune d'Ascain
- La commune de Bayonne
- La commune de Biarritz
- La commune de Boucau
- La commune de Cambo-les-Bains
- La commune de Ciboure
- La commune de Hasparren
- La commune de Hendaye
- La commune de Mauléon-Licharre
- La commune de Mouguerre
- La commune de Saint-Jean-de-Luz
- La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port
- La commune de Saint Palais
- La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle
- La commune de Saint-Pierre-d'Irube
- La commune d'Urrugne
- La commune d'Ustaritz

De nouvelles collectivités et leurs groupements dont les compétences se rattachent au moins partiellement à l'objet social de la société pourront intégrer cette dernière en acquérant des actions de la SPL, par le biais d'un apport en nature ou en numéraire.

### 3 - Objet social de la SPL

L'intervention de la SPL est possible sur le ressort territorial de ses actionnaires et dans le cadre de leurs compétences.

La SPL Pays Basque Aménagement pourra réaliser les études, concevoir, réaliser, exploiter et/ou gérer des opérations d'aménagement, de construction et/ou de requalification/ réhabilitation dans les domaines d'intervention suivants :

- opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, qu'il s'agisse d'opérations d'intérêt communal ou communautaire ;
- constructions de logements d'intérêt communal ou communautaire ;

- zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire et opérations de développement économique ;
- aires d'accueil et terrains familiaux locatifs dédiés aux gens du voyage ;
- équipements publics liés aux milieux naturels et aux services à l'environnement (milieux aquatiques et prévention des inondations, collecte des déchets des ménages et déchets assimilés, eau, assainissement des eaux usées et pluviales urbaines...) ;
- aménagement des axes structurants de transport collectifs, en particulier ceux supportant un transport en commun en site propre, et les pôles d'échanges multimodaux (dont les parcs-relais) ;
- voiries et parcs de stationnement d'intérêt communal ou communautaire ;
- équipements accueillant les activités ou services des membres, notamment équipements de services à la population, bâtiments administratifs, aménagement d'espaces verts... ;
- travaux de rénovation énergétique complète des bâtiments et de leurs équipements et dépendances, incluant des interventions lourdes d'amélioration du bâti ;
- moyens de production d'énergies renouvelables (électricité, chaleur/froid), y compris la participation à la structuration de la filière bois locale, la gestion des dispositifs de production d'énergie et le soutien aux actions de suivi des consommations, d'assistance à la gestion de l'énergie et des fluides, de maîtrise de la demande d'énergie, de développement des énergies renouvelables et d'économie circulaire...

#### 4 - Le capital social et sa répartition

Le capital social est fixé à 225.000 € et est divisé en 2.250 actions de même catégorie, d'un montant de cent (100) euros de valeur nominale chacune.

La CAPB détient environ 60% des actions, le SMPBA 6% et les communes 33% environ. Le montant à acquitter est de 2 000 € pour les communes de moins de 5000 habitants et de 5 000 € pour les communes de plus de 5 000 habitants.

La répartition est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital	Pourcentage
La Communauté d'Agglomération du Pays Basque (« CAPB »)	1370	137.000 €	60,89%
Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (« SMPBA »)	150	15.000 €	6,67 %
La commune d'Ascain	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Bayonne	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Biarritz	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Boucau	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Cambo-les-Bains	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Ciboure	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Hasparren	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Hendaye	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Mauléon-Licharre	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Mouguerre	50	5.000 €	2,22 %

La commune de Saint-Jean-de-Luz	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Saint Palais	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Saint-Pierre-d'Irube	50	5.000 €	2,22 %
La commune d'Urrugne	50	5.000 €	2,22 %
La commune d'Ustaritz	50	5.000 €	2,22 %
<b>TOTAUX</b>	<b>2250</b>	<b>225.000 €</b>	<b>100%</b>

Le droit de vote dans les assemblées générales (ordinaires et extraordinaires) est proportionnel au capital détenu.

Le capital social pourra être amené à évoluer.

## 5 - Les instances

- Une Assemblée générale ordinaire ;
- Une Assemblée générale extraordinaire ;
- Un Conseil d'administration comportant 18 membres, maximum légal, le nombre de représentants étant proportionnel au capital détenu par les actionnaires ;
- Une assemblée spéciale, tel que prévu par l'article L1524-5 du CGCT, dans la mesure où le nombre des membres du conseil d'administration ne suffit pas à assurer la représentation directe de l'ensemble des actionnaires ;
- Une direction générale ;
- Deux comités : un comité technique et un comité financier et de contrôle analogue.

Sont candidats pour représenter la Ville au sein des instances ci-dessus :

- Monsieur Alain Lacassagne pour l'assemblée générale ;
- Madame Sylvie Durruty pour l'assemblée spéciale ;

Ceci étant exposé, il est demandé au Conseil municipal :

- de se prononcer favorablement sur la création, avec 18 autres actionnaires publics, d'une société publique locale dénommée SPL Pays Basque Aménagement ;
- de décider que la Société aura pour objet d'étudier, de concevoir, de réaliser et d'exploiter et/ou gérer toutes opérations d'aménagement, de construction et de requalification/réhabilitation dans les domaines de compétences de ses actionnaires ;
- d'approuver les actes constitutifs de la société publique locale : les statuts et le pacte d'actionnaires ;
- d'approuver la prise de participation de la Ville de Bayonne au capital de la SPL ;
- de préciser que le capital social est fixé à 225.000 € et qu'il est divisé en 2.250 actions de même catégorie, d'un montant de cent (100) euros de valeur nominale chacune ;
- de fixer la répartition du capital social de la manière suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital	Pourcentage
La Communauté d'Agglomération du Pays Basque (« CAPB »)	1370	137.000 €	60,89%
Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (« SMPBA »)	150	15.000 €	6,67 %
La commune d'Ascain	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Bayonne	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Biarritz	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Boucau	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Cambo-les-Bains	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Ciboure	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Hasparren	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Hendaye	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Mauléon-Licharre	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Mouguerre	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Saint-Jean-de-Luz	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Saint Palais	20	2.000 €	0,89 %
La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle	50	5.000 €	2,22 %
La commune de Saint-Pierre-d'Irube	50	5.000 €	2,22 %
La commune d'Urrugne	50	5.000 €	2,22 %
La commune d'Ustaritz	50	5.000 €	2,22 %
<b>TOTAUX</b>	<b>2250</b>	<b>225.000 €</b>	<b>100%</b>

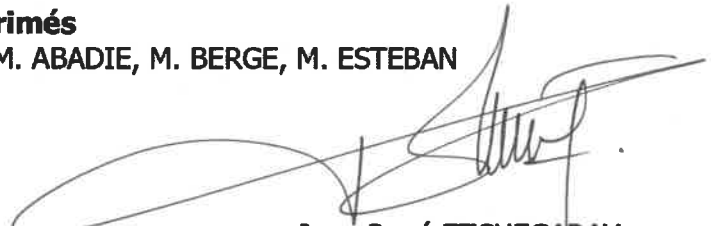
- de préciser que les actions sont libérées à hauteur de deux cent vingt-cinq mille euros (225.000 €) euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à libérer les actions pour un montant de cinq mille (5.000 €) euros ;
- de préciser que les crédits nécessaires à la constitution du capital sont inscrits au budget ;
- de préciser que la société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- d'approuver la répartition et le nombre de membres du conseil d'administration :
  - 11 administrateurs pour la CAPB ;
  - 1 administrateur pour le SMPBA ;
  - 6 administrateurs pour l'assemblée spéciale ;
- de désigner Monsieur Alain Lacassagne en tant que représentant de la Ville de Bayonne au sein de l'assemblée générale de la SPL ;
- de désigner Madame Sylvie Durruty en qualité de représentante de la Ville de Bayonne à l'assemblée spéciale de la SPL ;
- d'autoriser les mandataires à accepter toute fonction dans le cadre de la représentation qui pourrait leur être confiée au sein de la SPL ;

- de désigner Monsieur le Directeur général adjoint en charge des services techniques, représentant des services de la Ville au comité technique de la SPL ;
- de désigner Monsieur le directeur ou Madame la directrice général(e) adjoint(e) en charge des finances, des services d'information et de l'administration générale, représentant(e) des services de la Ville au comité financier et de contrôle analogue de la SPL ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les statuts ainsi que le pacte d'actionnaires et ses annexes et tout acte nécessaire à la constitution de la société publique locale ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document nécessaire en vue de la constitution et de l'immatriculation de la SPL ;
- de donner tout pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

*Ont signé au registre les membres présents.*

**Adopté à l'unanimité des votes exprimés**

Abstention : 4, Mme HERRERA LANDA, M. ABADIE, M. BERGE, M. ESTEBAN



Jean-René ETCHEGARAY  
Maire de Bayonne

Par délégation du Maire  
David Tollis  
Directeur général des services

# **SPL « Pays Basque Aménagement »**

**Société Publique Locale**

**Au capital de 225.000 euros**

**Siège social : 15, avenue Foch à 64100 Bayonne**

**En cours d'immatriculation au Registre du commerce  
et des sociétés de Bayonne**

**Régie par l'article L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales et  
les dispositions du titre II du livre V de la première partie du Code général des  
collectivités territoriales**

---

## **STATUTS CONSTITUTIFS**

**EN DATE DU [...]**



## Les soussignés,

- **1° La Communauté d'Agglomération du Pays Basque (CAPB)**, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, immatriculé au RCS de Bayonne sous le numéro SIRET 20006710600019, dont le siège se situe au 15 Avenue du Maréchal Foch, 64100 BAYONNE représentée par son Président, dûment habilité par délibération du conseil communautaire en date du [...] ;
- **2° Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (SMPBA)**, syndicat mixte, immatriculé au RCS de Bayonne sous le numéro SIRET 25640160500017, dont le siège se situe au 15 Avenue du Maréchal Foch, 64100 BAYONNE représentée par son Président, dûment habilité par délibération du comité syndical en date du [...] ;
- **3° La commune d'Ascaïn** dont le siège se situe Mairie d'Ascaïn 24 route de Saint-Ignace 64310 Ascaïn, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **4° La commune de Bayonne** dont le siège se situe 1 Av. du Maréchal Leclerc, 64100 Bayonne, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 4 juillet 2020 ;
- **5° La commune de Biarritz** dont le siège se situe 12 Av. Edouard VII, 64200 Biarritz, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **6° La commune de Boucau** dont le siège se situe 1 Rue Lucie Aubrac, 64340 Boucau, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **7° La commune de Cambo-les-Bains** dont le siège se situe Av. de la Mairie, 64250 Cambo-les-Bains, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **8° La commune de Ciboure** dont le siège se situe 14 Pl. Camille Jullian, 64500 Ciboure, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **9° La commune de Hasparren** dont le siège se situe 5 Rue Jean Lissar, 64240 Hasparren, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **10° La commune de Hendaye** dont le siège se situe Pl. de la République, 64700 Hendaye, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **11° La commune de Mauléon** dont le siège se situe 2 rue Arnaud de Maytie – Square Jean Moulin 64130 Mauléon-Licharre, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **12° La commune de Mouguerre** dont le siège se situe 582 Chem. de la Croix de Mouguerre, 64990 Mouguerre, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;

- **13° La commune de Saint-Jean-de-Luz** dont le siège se situe 2 Pl. Louis XIV, 64500 Saint-Jean-de-Luz, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **14° La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port** dont le siège se situe 13 Pl. Charles de Gaulle, 64220 Saint-Jean-Pied-de-Port, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **15° La commune de Saint Palais** dont le siège se situe 1 Rte de Gibraltar, 64120 Saint-Palais, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **16° La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle** dont le siège se situe 75 rue Karrika 64310 Saint-Pée-sur-Nivelle, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **17° La commune de Saint-Pierre-d'Irube** dont le siège se situe Mairie 1 Plaza Berri 64990 Saint-Pierre d'Irube, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **18° La commune d'Urrugne** dont le siège se situe Pl. de la Mairie, 64122 Urrugne, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **19° La commune d'Ustaritz** dont le siège se situe 35 Pl. de la Mairie, 64480 Ustaritz, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;

Ci-après, ensemble, « les Actionnaires » ou « les Parties » ;

#### **Après avoir préalablement rappelé ce qui suit :**

Conformément à l'article L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la CAPB est compétente dans de nombreux domaines susceptibles de donner lieu à des opérations d'aménagement ou de construction.

Afin de mener à bien ses compétences, la CAPB souhaite créer un outil d'aménagement ad hoc sous la forme d'une société publique locale (SPL).

Les communes sont compétentes en matière d'aménagement en vertu de l'article L. 2121-29 du CGCT ainsi qu'en matière d'habitat dans les domaines qui ne sont pas d'intérêt communautaire, outre leur clause de compétence générale.

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (SMPBA) est compétent, selon ses statuts, en matière d'aménagement des axes structurants de transport public collectif et pour procéder aux acquisitions foncières nécessaires à cet aménagement.

La mise en œuvre des ambitions du Programme local de l'habitat (PLH) et plus globalement de la volonté publique de maîtrise du développement du territoire implique de développer fortement l'action publique d'aménagement.

Compétence du bloc intercommunal et communal, la réalisation d'opérations publiques d'aménagement nécessite de disposer d'un outil *ad hoc*, capable de porter dans la durée les études, souvent complexes, mais aussi les travaux desdites opérations.

En complémentarité avec les activités menées en régie, les actions de l'Etablissement public foncier local du Pays-Basque (EPFL), celles des bailleurs sociaux, ou encore de la Société d'équipement des Pays de l'Adour (SEPA), la CAPB, certaines de ses communes membres et le SMPBA souhaitent se doter d'une société publique locale en charge de missions d'aménagement opérationnel et de construction en matière d'habitat, mais aussi d'équipements publics, de zones d'activité économique, d'aménagements de milieux naturels, etc.

En outre, sur le champ de la transition énergétique et en réponse aux enjeux du changement climatique et aux objectifs ambitieux du plan climat air énergie territorial (PCAET) Pays Basque, la SPL contribuera à massifier les projets de rénovation énergétique et de développement des énergies renouvelables à l'échelle du territoire grâce à de nouveaux modes d'actions et la mise en place d'outils d'interventions efficaces.

Les SPL présentent les avantages d'une société de droit privé et donc d'une organisation souple avec la garantie d'un contrôle complet par leurs actionnaires publics.

Selon le troisième alinéa de l'article L.1531-1 du CGCT, les SPL ont l'obligation d'« *exercer leurs activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres* ».

La société pourra passer toute convention appropriée et effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières nécessaires à la réalisation des projets.

Elle pourra, en outre, réaliser toutes opérations qui seraient compatibles avec son objet social et qui contribueraient à sa réalisation.

Aussi, les actionnaires susmentionnés ont décidé de constituer, ainsi qu'il suit, une société publique locale (la « **Société** ») conformément aux termes des statuts ci-après (les « **Statuts** »).

## SOMMAIRE

ARTICLE PRÉLIMINAIRE - DÉFINITIONS.....	7
ARTICLE 1 – FORME DE LA SOCIÉTÉ .....	8
ARTICLE 2 – DÉNOMINATION SOCIALE .....	8
ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL.....	8
ARTICLE 4 – SIÈGE SOCIAL .....	9
ARTICLE 5 – DURÉE.....	9
ARTICLE 6 – APPORTS - CAPITAL SOCIAL .....	9
6.1 – Apports en nature .....	10
6.2 – Apports en numéraire .....	10
6.1.3 - Récapitulatif des apports .....	10
6.2 - Capital social.....	10
6.3 - Modifications du capital.....	11
6.4 - Entrée et sortie du capital.....	11
ARTICLE 7 – FORME, LIBÉRATION ET INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS .....	11
7.1 - Forme .....	11
7.2 - Libération des Actions .....	11
ARTICLE 8 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS .....	12
ARTICLE 9 – CESSION DES ACTIONS.....	13
9.1 Dispositions générales.....	13
9.2 Notification de la Cession .....	13
9.3 Agrément.....	14
9.4 Conséquences du Transfert.....	15
ARTICLE 10 – COMPTES COURANTS .....	15
ARTICLE 11 – CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	16
11.1. Composition du Conseil d'administration .....	16
11.2. Durée des fonctions .....	17
11.3 Fin des fonctions .....	17
11.4 Cumul de mandats.....	18
11.5 Rémunération des membres du Conseil d'administration.....	18
11.6 Président du Conseil d'administration - Secrétaire .....	18
11.7 Censeurs .....	19
11.8 Délibérations du Conseil d'administration.....	19
11.9 - Pouvoirs du Conseil d'administration.....	21
ARTICLE 12 – DIRECTEUR GÉNÉRAL .....	22
ARTICLE 13 – CONVENTIONS RÈGLEMENTÉES.....	23
ARTICLE 14 – COMMISSAIRE AUX COMPTES .....	23
ARTICLE 15 – ASSEMBLÉES GÉNÉRALES .....	24

15.1. Convocation.....	24
15.2 Présidence de séance .....	24
15.3 Participation des Actionnaires aux assemblées .....	24
15.4 Procès-verbal .....	25
15.5 Assemblées Générales Ordinaires .....	25
15.6 Assemblées Générales Extraordinaires .....	26
ARTICLE 16 – DÉLÉGUÉ SPÉCIAL.....	27
ARTICLE 17 – COMMUNICATION .....	27
ARTICLE 18 – RAPPORT ANNUEL.....	27
ARTICLE 19 – CONTRÔLE DES ACTIONNAIRES SUR LA SOCIÉTÉ .....	27
ARTICLE 20 – EXERCICE SOCIAL .....	28
ARTICLE 21 – INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS.....	28
ARTICLE 22 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES .....	28
ARTICLE 23 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL.....	29
ARTICLE 24 – DISSOLUTION - LIQUIDATION .....	29
ARTICLE 25 – CONTESTATION.....	29
ARTICLE 26 – ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION .	30
ARTICLE 27 – DÉSIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	30
ARTICLE 28 – DÉSIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS .....	30
ARTICLE 29 – FRAIS .....	30
ARTICLE 30 – POUVOIRS, PUBLICITÉ.....	31
ARTICLE 31 - IDENTITÉ DES ASSOCIÉS .....	31

## ARTICLE PRÉLIMINAIRE - DÉFINITIONS

---

Les termes ci-après mentionnés utilisés dans les Statuts, lorsqu'ils sont écrits avec leur première lettre en majuscule, auront le sens résultant des définitions ci-dessous :

Le terme « **Actions** » signifie les actions ou autres valeurs mobilières émises par la Société donnant accès, à quelque moment que ce soit, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution de titres représentatifs d'une quotité du capital ou de droits de vote de la Société (y compris l'usufruit ou la nue-propriété d'actions de la Société) ainsi que les droits préférentiels de souscription ou d'attribution détenus à ce jour et susceptibles d'être détenus par un Actionnaire, et plus généralement toutes valeurs visées au chapitre VIII du Titre II du Livre II du Code de Commerce.

Le terme « **Affilié** » est défini à l'égard d'une personne morale comme (a) soit une entité que cette personne contrôle directement ou indirectement, (b) soit une entité dont elle est sous le contrôle direct ou indirect, (c) soit une entité qui est placée, directement ou indirectement, sous le même contrôle qu'elle ; étant précisé que la notion de contrôle s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Il est précisé que le terme « **Cession** » ou « **Transfert** » - de même que les verbes associés « **Céder** » ou « **Transférer** », conjugués ou non - désignent indifféremment : toute mutation, transfert ou cession à caractère gratuit ou onéreux et ce, quel qu'en soit le mode juridique ou la contrepartie. Ces opérations comprennent notamment et sans que cette énumération soit limitative, la vente publique ou non, l'apport à une offre publique d'achat ou d'échange, l'échange, l'apport en société (en propriété ou en jouissance) y compris à une société en participation, la fusion, la scission, ou toute opération assimilée, la donation, le transfert de nue-propriété ou d'usufruit, le prêt, la location, la constitution d'une garantie ou d'une sûreté, la convention de croupier, etc., de même que toute mutation, transfert ou cession intervenant dans le cadre d'une liquidation ou d'une dissolution de toute entité, d'une liquidation de communauté, d'une constitution fiduciaire, ou encore d'une distribution en nature.

Le terme « **Décisions Stratégiques** » désigne les décisions du Conseil d'administration de la Société adoptées - sous réserve des dispositions de l'article L.225-40 du Code de commerce - à la majorité qualifiée de 75 % des présents et représentés, conformément aux dispositions de l'article 11.8 des présents Statuts, et 5.3 du pacte d'actionnaires.

Le terme « **Pacte** » désigne le pacte signé entre les Actionnaires de la Société concomitamment aux Statuts, tel qu'il pourra être modifié, amendé ou complété.

## **ARTICLE 1 – FORME DE LA SOCIÉTÉ**

---

Il est formé, entre les propriétaires d'Actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société Publique Locale (ou « **SPL** »), laquelle revêt, conformément aux dispositions de l'article L. 1531-1 du code Général des Collectivités Territoriales (ou « **CGCT** »), la forme d'une société anonyme à conseil d'administration.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 – DÉNOMINATION SOCIALE**

---

La société a pour dénomination sociale PAYS BASQUE AMENAGEMENT.

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société publique locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

## **ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL**

---

La Société a pour objet d'étudier, de concevoir, de réaliser et d'exploiter et/ou gérer toutes opérations d'aménagement, de construction et de requalification/réhabilitation dans les domaines de compétences de ses actionnaires, et notamment dans les domaines suivants :

- opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, qu'il s'agisse d'opérations d'intérêt communal ou communautaire ;
- constructions de logements d'intérêt communal ou communautaire ;
- zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire et opérations de développement économique ;
- aires d'accueil et terrains familiaux locatifs dédiés aux gens du voyage ;
- équipements publics liés aux milieux naturels et aux services à l'environnement (milieux aquatiques et prévention des inondations, collecte des déchets des ménages et déchets assimilés, eau, assainissement des eaux usées et pluviales urbaines...) ;
- aménagement des axes structurants de transport collectifs, en particulier ceux supportant un transport en commun en site propre, et pôles d'échanges multimodaux (dont les parcs-relais) ;
- voiries et parcs de stationnement d'intérêt communal ou communautaire ;
- équipements accueillant les activités ou services des membres, notamment équipements de services à la population, bâtiments administratifs, aménagement d'espaces verts... ;
- travaux de rénovation énergétique complète des bâtiments et de leurs équipements et dépendances, incluant des interventions lourdes d'amélioration du bâti ;
- moyens de production d'énergies renouvelables (électricité, chaleur/froid), y compris la participation à la structuration de la filière bois locale, la gestion des dispositifs de production d'énergie et le soutien aux actions de suivi des consommations,

d'assistance à la gestion de l'énergie et des fluides, de maîtrise de la demande d'énergie, de développement des énergies renouvelables et d'économie circulaire...

D'une manière générale, la Société pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant exclusivement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, le tout dans le respect des dispositions de l'article L. 1531-1 et du titre II du livre V de la première partie du Code général des collectivités territoriales. Sur le métier lié à la transition énergétique, la société se dote notamment de tous les moyens, passe tous contrats et se procure toutes garanties lui permettant d'assumer dans les meilleures conditions techniques, financières et sociales, les missions qui lui sont confiées par les autorités organisatrices.

À cet effet, sans que cette énonciation ne soit limitative, la Société pourra se voir confier par ses Actionnaires des missions de maîtrise d'ouvrage déléguée, des missions d'études et de conception, des missions de réalisation d'ouvrages, de génie civil, etc.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1531-1 du CGCT, la Société exerce ses activités exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres.

#### **ARTICLE 4 – SIÈGE SOCIAL**

---

Le siège social est fixé au 15, avenue Foch 64100 Bayonne.

Il pourra être déplacé dans tout autre lieu du périmètre de la Communauté d'agglomération Pays basque dans les conditions fixées à l'article L. 225-36 du Code de commerce par décision du Conseil d'administration sous réserve de la ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et dans tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

#### **ARTICLE 5 – DURÉE**

---

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2022.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

#### **ARTICLE 6 – APPORTS - CAPITAL SOCIAL**

---

Le capital social, détenu exclusivement par les Actionnaires, est constitué des apports suivants :



## **6.1 – Apports en nature**

Sans objet.

## **6.2 – Apports en numéraire**

Lors de la Constitution, il est fait apport à la société d'une somme de 225.000 euros correspondant à la valeur nominale de 2.250 actions de 100 euros en numéraire intégralement souscrites et libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi par l'établissement bancaire, dépositaire des fonds sur un compte n° [...] ouvert au nom de la Société en formation, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication pour chacune des sommes versées :

<b>Actionnaires</b>	<b>Nombre d'actions</b>	<b>Capital</b>
<b>La Communauté d'agglomération du Pays Basque (« CAPB »)</b>	1370	137.000 €
<b>Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (« SMPBA »)</b>	150	15.000 €
<b>La commune d'Ascaïn</b>	20	2.000 €
<b>La commune de Bayonne</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Biarritz</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Boucau</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Cambo-les-Bains</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Ciboure</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Hasparren</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Hendaye</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Mauléon-Licharre</b>	20	2.000 €
<b>La commune de Mouguerre</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Saint-Jean-de-Luz</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port</b>	20	2.000 €
<b>La commune de Saint Palais</b>	20	2.000 €
<b>La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle</b>	50	5.000 €
<b>La commune de Saint-Pierre-d'Irube</b>	50	5.000 €
<b>La commune d'Urrugne</b>	50	5.000 €
<b>La commune d'Ustaritz</b>	50	5.000 €
<b>TOTAUX</b>	<b>2250</b>	<b>225.000 €</b>

## **6.2 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme DEUX-CENT-VINGT-CINQ MILLE euros.

Il est divisé en 2.250 actions de cent (100) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées à hauteur de 225.000 euros.

Chaque action est détenue exclusivement par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales.

### **6.3 - Modifications du capital**

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires, conformément aux lois et règlements en vigueur, ainsi qu'aux stipulations des présents Statuts.

La modification dans la répartition du capital devra s'effectuer en conformité avec les dispositions de l'article L.1531-1 du CGCT selon lesquelles, en toute hypothèse, le capital social de la Société doit être, tout au long de sa vie, intégralement détenu par des collectivités territoriales et leurs groupements.

Si l'augmentation de capital résulte d'une incorporation d'un apport en compte courant d'associés consenti par une collectivité territoriale ou un groupement, l'augmentation de capital ne pourra valablement être décidée qu'au vu d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement se prononçant sur l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1522-5 du Code général des collectivités territoriales.

Si l'augmentation ou la réduction du capital résulte d'une modification de la composition de celui-ci, l'accord du représentant des collectivités territoriales ou des groupements devra intervenir, à peine de nullité, sur la base d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante approuvant la modification, conformément à l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales.

### **6.4 - Entrée et sortie du capital**

Pour devenir actionnaire de la présente Société, les compétences des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales, devront se rattacher, au moins partiellement, à l'objet de la Société. Les collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales pourront acquérir des actions dans le capital social, par le biais d'un apport en nature ou numéraire. Cette acquisition pourra, soit concerner des actions détenues par un ou plusieurs Actionnaires, soit intervenir dans le cadre d'une augmentation de capital.

Tout Actionnaire pourra sortir du capital en cédant les actions qu'il détient à un ou plusieurs actionnaires, à la société elle-même ou à une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales extérieur, dans les conditions fixées à l'article 9.

## **ARTICLE 7 – FORME, LIBÉRATION ET INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS**

### **7.1 - Forme**

Les Actions sont nominatives et indivisibles à l'égard de la Société ; qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement, la propriété de chacune résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'action dans les écritures de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

### **7.2 - Libération des Actions**

Lors de la constitution de la Société, les Actions en numéraire sont immédiatement libérées, lors de la souscription.

En cas d'augmentation du capital, les Actions en numéraires sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'administration, et dans un délai de deux (2) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation du capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs trente (30) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque Actionnaire.

En cas de défaillance d'un actionnaire, il est fait application des dispositions de l'article L.1612-15 du Code général des collectivités territoriales.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des Actions entraîne, de plein droit, intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'Actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcées prévues par la loi.

Cette pénalité n'est applicable aux collectivités territoriales et groupements actionnaires que s'ils n'ont pas pris lors de la première réunion ou session de leur Assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face : l'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de ladite session ou séance.

## **ARTICLE 8 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS**

---

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et réserves ou encore dans le boni de liquidation.

Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les Statuts.

Les Actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions des Assemblées Générales.

Pour les décisions prises en assemblée générale, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elle représente. Chaque action donne droit à une voix.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'Actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre feront leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions nécessaires.

## **ARTICLE 9 – CESSION DES ACTIONS**

---

### **9.1 Dispositions générales**

Tous les Transferts d'Actions seront portés dans le registre des mouvements de titres sur production d'un ordre de mouvement de titre.

Les Actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

En cas d'augmentation du capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Toute Cession doit respecter les dispositions législatives et réglementaires, et notamment les dispositions des articles L.1531-1 et L.1521-1 et suivants du CGCT. Les Actionnaires envisageant une Cession devront ainsi s'assurer, au préalable, du respect de ces dispositions avant tout projet de Cession, et partant, avant toute demande d'agrément visée ci-dessous.

La cession des actions appartenant aux collectivités territoriales ou aux groupements doit être autorisée par délibération de la collectivité ou du groupement concerné. Une cession d'action ne peut intervenir qu'au profit d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales.

### **9.2 Notification de la Cession**

Tout projet de Transfert devra être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à la Société et aux autres Actionnaires avec indication des éléments suivants (la « **Notification** ») :

- l'identité du cessionnaire (dénomination, forme juridique, siège social, RCS) et l'identité de la (des) entité(s) en détenant le contrôle ultime ;
- le nombre d'Actions dont le Transfert est envisagé ;
- le prix offert (ou la valeur et/ou contrepartie retenue lorsque le Transfert ne prend pas la forme d'une vente) pour les Actions devant être transférées et les modalités de règlement de ce prix, en ce compris la date de règlement ;
- le cas échéant, le montant de la créance dont l'Actionnaire cédant est titulaire à l'encontre de la Société (incluant le montant des intérêts courus, mais non versés ou à échoir y afférents) ;
- l'indication du délai dans lequel le Transfert doit être régularisé, lequel délai ne peut être inférieur à cent vingt (120) jours calendaires ni supérieur à deux cent quarante (240) jours calendaires, à compter de la Notification ;
- la copie de l'engagement du cessionnaire de prendre possession des Actions objets du Transfert, dans les conditions et selon les modalités décrites dans la Notification, et l'original d'une lettre du cessionnaire confirmant adhérer aux engagements souscrits par le cédant envers les autres Actionnaires (notamment l'adhésion au Pacte du Cessionnaire préalablement à la réalisation de la Cession), sous réserve de l'exercice des droits concurrents des Actionnaires prévus aux Statuts ou au Pacte et de la réalisation effective du Transfert.

## **9.3 Agrément**

**9.3.1** Tout Transfert d'une ou plusieurs Actions de la Société - même entre Actionnaires - est soumis à l'agrément du Conseil d'administration conformément aux dispositions des articles L.228-23 et suivants du Code de commerce.

La décision d'agrément est prise à la majorité qualifiée de 75 % des administrateurs présents ou représentés. Cette décision n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois mois suivant la réception, par la Société, de la Notification de demande d'agrément. À défaut de réponse dans le délai imparti, l'agrément est réputé acquis.

L'agrément est valable pendant une durée de trois (3) mois à compter du jour où il est accordé. Passé ce délai, le cédant doit à nouveau notifier une demande d'agrément dans les conditions exposées ci-dessus.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire, le cédant dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de la notification de refus pour faire connaître au Président de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, s'il renonce ou non à son projet.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire et à moins que le cédant ne décide de renoncer à la Cession envisagée, les autres Actionnaires ou le cas échéant la Société sont tenus, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, soit d'acquiescer soit de faire acquiescer les Actions dont le Transfert est envisagé.

À défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat des Actions est déterminé par un expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Le prix sera déterminé par l'expert sur la base des méthodes usuellement appliquées, par référence, notamment, à la valeur économique de la Société. Les frais et honoraires de l'expert seront supportés à parts égales par les parties concernées.

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) mois, à compter de la notification du refus d'agrément, la totalité des Actions n'a pas été rachetée, l'agrément sera considéré comme donné. Toutefois, ce délai pourra être prorogé par décision de justice à la demande de la Société.

**9.3.2** En cas d'augmentation de capital par émission d'Actions en numéraire, la Cession des droits de souscription à quelque titre que ce soit est soumise à la même procédure que celle prévue ci-dessus pour la Cession d'Actions.

La Cession des droits d'attribution d'actions gratuites est soumise aux mêmes conditions que celles des droits de souscription.

**9.3.3** Il est expressément convenu que les Transferts d'Action(s) de la Société qui pourraient être réalisés suite à l'exercice, par un ou plusieurs Actionnaires, des Promesses d'Achat et/ou de Vente visées dans le Pacte, ne sont pas soumis aux dispositions des articles 9.2 et 9.3 des présents Statuts.

**9.3.4** Toute Cession d'Actions de la Société effectuée en violation de la procédure d'agrément susvisée sera nulle et de nul effet.

## **9.4 Conséquences du Transfert**

Toute Cession de la totalité de ses Actions par un Actionnaire entraînera concomitamment la Cession ou, le cas échéant, le remboursement des comptes courants conformément aux dispositions de l'article 10 ci-après.

Aucune garantie autre que celles portant sur la propriété des Actions, l'absence de sûreté ou garantie les grevant et sur leur libre cessibilité (sous réserve des dispositions des Statuts et du Pacte) ne sera consentie par l'Actionnaire cédant dans l'hypothèse de Cession entre Actionnaires.

Dans l'hypothèse où la Société aurait conclu des contrats de financement externes et où ces derniers comporteraient une clause de résiliation anticipée en cas de changement de contrôle ou de modification de l'actionnariat de la Société, le cédant devra faire son affaire de l'accord de l'établissement de crédit concerné sur le Transfert envisagé, de telle sorte que le Transfert n'ait pas pour conséquence d'entraîner la résiliation anticipée dudit contrat de financement, l'exigibilité des sommes prêtées ou une modification défavorable des conditions de financement.

## **ARTICLE 10 – COMPTES COURANTS**

---

Les Actionnaires pourront le cas échéant faire des apports en compte courant à la Société, afin de lui permettre de faire face à ses besoins de trésorerie et, le cas échéant, de financer son développement. Les apports en compte courant seront faits dans le respect des conditions de l'article L. 1522-5 du Code général des collectivités générales.

Toute demande d'avance en compte courant de la Société devra émaner de son Directeur Général, être notifiée à chacun des Actionnaires et présenter le montant global du besoin de financement, les modalités de remboursement et la rémunération de l'avance nécessaire à la Société, avec le détail du financement projeté dans sa globalité et dans sa répartition.

Toute avance en compte courant doit faire l'objet d'une décision en Conseil d'administration adoptée à la majorité qualifiée des 75 % (sous réserve des dispositions de l'article L.225-40 du Code de commerce) conformément à l'article 11.8 ci-dessous et à l'article 5.3 du pacte d'actionnaires.

Les Parties s'engagent à discuter de bonne foi les modalités de financement complémentaire éventuel aux fins de financement du projet.

Enfin toute Cession de la totalité de ses Actions par un Actionnaire entraînera automatiquement l'obligation pour le cessionnaire des Actions, de procéder au rachat, concomitamment aux Actions acquises des sommes mises à disposition au titre de ces avances en compte courant. La Société pourra également, à son seul choix, décider de rembourser par anticipation la totalité de l'avance en compte courant de l'Actionnaire cédant la totalité de ses Actions.

Conformément aux dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT, toute avance en compte courant devra être allouée dans le cadre d'une convention expresse entre l'Actionnaire concerné, d'une part, et la Société, d'autre part, qui prévoit, à peine de nullité :

- la nature, l'objet et la durée de l'avance;

- le montant, les conditions de remboursement, éventuellement de rémunération ou de transformation en augmentation de capital dudit apport.

En outre, l'avance en compte courant ne pourra être consentie par un Actionnaire pour une durée supérieure à deux (2) ans, éventuellement renouvelable une fois. Au terme de cette période, l'avance devra être remboursée ou transformée en augmentation de capital. Aucune nouvelle avance ne peut être accordée par un même Actionnaire avant que la précédente n'ait été remboursée ou incorporée au capital.

En tant que de besoin, il est expressément entendu qu'une avance ne peut avoir pour objet de rembourser une autre avance.

## **ARTICLE 11 – CONSEIL D'ADMINISTRATION**

---

Le Conseil d'administration s'engage à respecter les modalités et les règles de fonctionnement définies dans le règlement intérieur adopté dans un délai de trois (3) mois à compter l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

### **11.1. Composition du Conseil d'administration**

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de dix-huit (18) administrateurs.

Au stade de la constitution de la Société, ses premiers membres sont désignés dans ses Statuts. En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés et renouvelés révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire, le Président étant révoqué par le Conseil d'Administration.

La représentation des Actionnaires au Conseil d'administration de la Société obéit aux règles fixées par les dispositions du CGCT, notamment ses articles L.1524-5 et R.1524-2 à R1524-6 et par celles du Code de commerce, notamment son article L.225-17.

Ainsi, et conformément aux dispositions qui précèdent, les sièges d'administrateurs sont attribués dans une proportion au plus égale à celle du capital détenu par l'ensemble des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires par rapport au capital de la Société, ce nombre étant éventuellement arrondi à l'unité supérieure.

Les représentants des membres de la SPL ne peuvent, dans l'administration de la société, accepter des fonctions d'administrateur dans la société qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés

Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un (1) représentant au Conseil d'administration, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée. Une personne morale peut être nommée administrateur.

Afin de respecter, le cas échéant, cette disposition, par dérogation aux dispositions de l'article L.225- 18 du Code du commerce, et conformément aux dispositions de l'article L.1524- 5 du Code général des collectivités territoriales, pour assurer la représentation des collectivités ayant une participation réduite au capital, les représentants de ces collectivités seront réunis en Assemblée spéciale, un siège au moins leur étant réservé au Conseil d'administration. L'Assemblée spéciale vote son règlement.

L'Assemblée spéciale est réunie pour la première fois à l'initiative d'au moins une des collectivités territoriales ou groupement actionnaire non directement représentés au Conseil d'administration.

Elle élit son président lors de cette réunion.

Chaque collectivité territoriale ou groupement dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'il possède.

Elle se réunit au moins une fois par an pour entendre le rapport de son ou ses représentants au Conseil d'administration. L'Assemblée spéciale peut statuer sur le fonctionnement de la société à travers son ou ses représentants au Conseil d'administration.

Elle se réunit sur convocation de son Président établie à l'initiative soit de ce dernier, soit à la demande de l'un de ses représentants élus par elle au Conseil d'administration soit à la demande d'un tiers au moins des membres.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du CGCT, la responsabilité civile qui résulte de l'exercice du mandat des représentants des Actionnaires incombe à la collectivité territoriale ou au groupement dont ils sont mandataires.

### **11.2. Durée des fonctions**

La durée du mandat des administrateurs désignés au moment de la création de la Société est de trois ans.

En cours de la vie de la société, la durée de fonction des administrateurs est de six (6) ans.

En tout état de cause, ces fonctions prennent fin à l'issue du mandat qu'ils détiennent de la collectivité territoriale ou du groupement dont ils sont mandataires et qui les a désignés, comme prévu ci-dessous.

### **11.3 Fin des fonctions**

La limite d'âge des membres du Conseil d'administration est fixée à quatre-vingt-cinq (85) ans.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements prend fin avec celui de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement qui les a désignés. Toutefois, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leur remplaçant par la nouvelle Assemblée, leurs pouvoirs se limitant, dans ce cadre, à la gestion des affaires courantes. Les représentants sortants sont rééligibles.

En outre, le mandat des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements prend fin s'ils perdent leur qualité d'élus ou s'ils sont relevés de leur fonction par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement qui les a désignés. Dans cette dernière hypothèse, l'assemblée délibérante doit proposer simultanément la désignation d'un nouveau représentant en remplacement de celui révoqué et en informe le Conseil d'administration et l'Assemblée Générale de la Société.

Enfin, et en cas de vacance des postes pour un autre motif qu'une révocation, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales ou groupements concernés pourvoient au remplacement de leur(s) représentant(s) dans les plus brefs délais et en informent la Société. Dans cette hypothèse, le mandat du membre du Conseil d'administration est prorogé



exclusivement jusqu'à la désignation de son remplaçant par une nouvelle Assemblée Générale de la Société, ses pouvoirs se limitant dans ce cas à la gestion des affaires courantes.

#### **11.4 Cumul de mandats**

Un administrateur, personne physique, ne peut excéder simultanément plus de cinq (5) mandats d'administrateurs de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateurs dans les sociétés qui sont contrôlées, au sens de l'article L.233-16 du Code du Commerce par la société dans laquelle est exercé un mandat au titre du paragraphe précédent, dès lors que les titres des sociétés contrôlées ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé. Cette dérogation n'est pas applicable au mandat de Président.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions du présent article doit se démettre de l'un de ses mandats dans les trois (3) mois de sa nomination, ou du mandat en cause dans les trois (3) mois de l'événement ayant entraîné la disparition de l'une des conditions fixées au paragraphe précédent. À l'expiration de ce délai, elle est réputée s'être démise, selon le cas, soit de son nouveau mandat, soit du mandat ne répondant plus aux conditions fixées au paragraphe précédent et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit, de ce fait, remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

#### **11.5 Rémunération des membres du Conseil d'administration**

L'Assemblée Générale de la Société peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine.

Sa répartition entre les membres du Conseil d'administration est déterminée par le Conseil d'administration.

Il peut également être alloué, par le Conseil d'administration, des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou mandats confiés à un ou plusieurs administrateurs.

En tout état de cause, et conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du CGCT, il est rappelé que le versement de toute rémunération à percevoir par un membre du Conseil d'administration devra avoir été au préalable autorisé par une délibération expresse de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement qui l'a désigné ; cette même délibération fixant également le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus, ainsi que la nature des fonctions qui les justifient.

#### **11.6 Président du Conseil d'administration - Secrétaire**

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un Président. Il fixe également la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Président du Conseil d'administration ne peut être âgé de plus de quatre-vingt-cinq (85) ans au moment de sa désignation. Toute nomination intervenue en violation de cette disposition est nulle.

Le Président exerce ses fonctions bénévolement ou non. Dans l'hypothèse où ce dernier devait être rémunéré, cette décision appartient au Conseil d'administration, lequel fixe

également, dans cette hypothèse, le montant de sa rémunération. En tout état de cause, et conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du CGCT, il est rappelé que le versement de toute rémunération à percevoir par le Président du Conseil d'administration devra avoir été au préalable autorisé par une délibération expresse de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement qui l'a désigné ; cette même délibération fixant également le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus par ce dernier.

Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil d'administration désigne le Président de la réunion.

Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil.

### **11.7 Censeurs**

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société peut, sur proposition de chacun des Actionnaires disposant d'un représentant à l'Assemblée spéciale, décider la nomination au sein du Conseil d'administration d'un censeurs par Actionnaire précité avec pour missions, spécifiées au moment de leur nomination, de garantir la bonne application des statuts de la société, du règlement intérieur du conseil et d'une façon générale, des règles de fonctionnement de la société. Dans l'optique de soutenir la bonne gouvernance de l'entreprise, ils observent le juste respect des décisions prises. Ils peuvent être amenés à analyser et vérifier les inventaires et les comptes annuels de la société.

L'Assemblée Générale Extraordinaire fixe la durée de leur mandat.

Les fonctions de censeur prennent fin notamment avec l'arrivée du terme de leur mandat, sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, ainsi que par démission ou décès.

Les censeurs sont convoqués à toutes les réunions du Conseil d'administration et peuvent y participer sans voix délibérative. Les censeurs n'ont pas la qualité de membre du Conseil d'administration. Ils disposent du même niveau d'information que les administrateurs et sont tenus aux mêmes obligations de discrétion et de confidentialité que celles imposées à ces derniers.

Les censeurs ne sont pas rémunérés au titre de leurs fonctions au sein du Conseil d'administration.

### **11.8 Délibérations du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président, et en tout état de cause au moins une fois par trimestre. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois.

Le Directeur Général, lorsqu'il n'exerce pas la présidence du Conseil d'administration, peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Sauf cas d'urgence, la convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins dix (10) jours calendaires à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen défini dans le pacte d'actionnaires.

La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent, sauf lorsque le conseil est réuni pour procéder aux opérations visées aux articles L 232-1 et L 233-16 du Code de commerce. Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents (ou réputés tels en cas de recours à la visioconférence).

Tout administrateur peut donner pouvoir écrit à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil, étant précisé qu'un mandat ne peut être donné qu'à un autre administrateur ; et que chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues au cours d'une même séance du conseil.

À l'exception des Décisions Stratégiques, les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix et quelle que soit la nature de la décision concernée (Stratégiques ou non), le Président du Conseil d'administration dispose d'une voix prépondérante.

Les Décisions Stratégiques désignées comme telles dans le pacte d'actionnaires sont - sous réserve des dispositions de l'article L.225-40 du Code de commerce - adoptées à la majorité qualifiée de 75 % des voix des administrateurs présents ou représentés.

Le Directeur Général doit consulter le Conseil d'administration et obtenir son autorisation, votée aux règles de majorité corrélative en fonction de la nature de l'acte, avant de réaliser (par lui-même ou par ses représentants ou délégués) toute opération ou action, passer tout acte ou conclure toute convention pour le compte de la Société dans les domaines relevant des décisions soumises au Conseil d'administration conformément au présent article.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président du Conseil d'administration.

Conformément aux articles L.225- 37 et R.225- 21 du code de commerce, et à l'exception des opérations prévues aux articles L.231- un et L. 233- 165, les administrateurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective.

### **11.9 - Pouvoirs du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations toutes les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des Statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Les cautions, avals et garanties donnés par la Société en faveur de tiers doivent être autorisés par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L.225-35, alinéa 4 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

Le Conseil d'administration peut donner à tout mandataire de son choix toute délégation de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents Statuts.

Chaque administrateur peut se faire communiquer ou demander qu'il soit mis à sa disposition tous les documents nécessaires à sa pleine information sur la conduite des affaires sociales.

Le Conseil d'administration pourra, s'il le souhaite, instaurer un ou plusieurs comités selon les règles de l'article R.225-29 du Code de commerce, afin de lui permettre de faciliter sa prise de décision. Les règles de fonctionnement des comités institués seront formalisées dans le règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration.

Outre ses pouvoirs généraux, le Conseil d'administration détient de par la loi certaines attributions précises notamment :

- le choix du mode de direction générale de la société,
- la nomination, révocation du président et la fixation de sa rémunération ainsi que des avantages particuliers qui lui sont accordés,
- la nomination, révocation et fixation de la rémunération du directeur général,
- la nomination, révocation et fixation de la rémunération des directeurs délégués,

- la convocation des assemblées,
- l'arrêté des comptes annuels et, s'il y a lieu, des comptes consolidés,
- l'établissement s'il y a lieu des documents de gestion prévisionnelle,
- la réalisation des augmentations de capital décidées par l'assemblée générale extraordinaire,
- sur délégation de l'assemblée générale, la décision d'augmentation du capital,
- le déplacement du siège social,
- la réponse à fournir au cours de l'assemblée des actionnaires aux questions écrites posées par toute actionnaire, à compter de la communication préalable à l'assemblée des documents prescrits par la loi.

## **ARTICLE 12 – DIRECTEUR GÉNÉRAL**

---

Conformément à l'article L.225-51-1 du Code de commerce, la direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, qui est alors Président-Directeur-Général, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration à la majorité qualifiée des 75% en dehors des Actionnaires et qui prend le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration statuant à la majorité simple. Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance des Actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le Directeur Général est nommé pour une durée qui ne saurait excéder six (6) ans. Quelle que soit la durée pour laquelle il a été nommé, ses fonctions prennent en tout état de cause et de plein droit fin au jour où le mandat des membres du Conseil d'administration qui l'ont désigné cesse du fait de la cessation du mandat de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement qui les a eux-mêmes désignés. En pratique, son mandat sera toutefois prorogé jusqu'au jour où le nouveau Conseil d'administration de la Société sera convoqué et se réunira à l'effet de délibérer sur (i) la nomination d'un nouveau Directeur Général ou son renouvellement dans ses fonctions et que (ii) son remplaçant aura été effectivement désigné ou son renouvellement effectivement approuvé ; ses pouvoirs se limitant, dans cette attente, à la gestion des affaires courantes.

En tout état de cause, l'âge limite pour l'exercice des fonctions de Directeur Général est fixé à soixante-cinq (65) ans. Lorsque le Directeur Général atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. Toute nomination intervenue en violation des dispositions prévues au présent alinéa est nulle.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération éventuelle et les limitations éventuelles des pouvoirs des fonctions du Directeur Général à la majorité qualifiée des 75% ; étant précisé que le Directeur Général devra, en toutes circonstances, obtenir l'autorisation préalable du Conseil d'administration statuant, selon le cas, dans les domaines relevant des décisions à soumettre au Conseil d'administration conformément à l'article 11.8 des présents Statuts et 5.3 du pacte d'actionnaires.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi et les présents Statuts aux assemblées d'Actionnaires ainsi qu'au Conseil d'administration.

Le Directeur Général représente la Société à l'égard des tiers.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des Statuts ou les décisions du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Le Directeur Général est révocable à tout moment à la majorité simple par le Conseil d'administration.

### **ARTICLE 13 – CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

---

Toute convention, intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses administrateurs, l'un de ses Actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % est interdite.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.

### **ARTICLE 14 – COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Lorsque le Commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions.

Les Commissaires aux comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion, la gestion de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur.

Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents à adresser aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Ils contrôlent, le cas échéant, la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion de la société. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les Actionnaires.

Ils ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de faute ou d'empêchement, les Commissaires aux comptes peuvent, à la demande du Conseil d'administration ou d'un ou de plusieurs Actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ou de l'Assemblée Générale, être relevés de leur fonction avant l'expiration normale de celle-ci, par décision de justice, dans les conditions fixées par décret en conseil d'État.

Les Commissaires aux comptes sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et en même temps que les intéressés, à la réunion du Conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé ainsi qu'à toutes assemblées d'Actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués à toute autre réunion du Conseil.

## **ARTICLE 15 – ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

---

### **15.1. Convocation**

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi. Les décisions des Actionnaires sont prises en Assemblées Générales Ordinaires ou Extraordinaires selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration, soit par les Commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze (15) jours avant la date de l'assemblée, soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque Actionnaire ou par moyen électronique de télécommunication.

### **15.2 Présidence de séance**

Les Assemblées Générales sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. À défaut, l'Assemblée Générale désigne elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux Actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix. Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être Actionnaire.

### **15.3 Participation des Actionnaires aux assemblées**

Tout Actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire et dispose d'un nombre de voix égal à celui

des Actions qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles, sur justification de son identité et de la propriété des Actions.

Tout Actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre Actionnaire. À cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

L'actionnaire, personne morale, est représenté par une personne physique qui peut être soit un représentant légal, soit un tiers non-actionnaire dûment habilité à le représenter.

Les collectivités territoriales actionnaires et leurs groupements sont représentés par leur représentant légal ou par un représentant désigné par l'organe délibérant à l'effet de représenter la collectivité ou le groupement.

Tout Actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements. Ce formulaire doit parvenir à la Société par courrier, télécopie ou courrier électronique, au plus tard le jour précédent la tenue de l'assemblée pour être pris en compte.

Seront en outre réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les Actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur (R.225-61 du Code de commerce et s.).

Tout Actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Une feuille de présence, dûment émargée par les Actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

#### **15.4 Procès-verbal**

Toute délibération de l'Assemblée Générale des Actionnaires est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président du Conseil d'administration et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénom et qualités du président de séance, les noms et prénoms des Actionnaires présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes et résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

#### **15.5 Assemblées Générales Ordinaires**

Dans les assemblées autres que celles ayant pour objet de modifier les Statuts et sauf disposition expresse contraire des présents Statuts, les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le



cinquième des Actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois par an dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes.

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Sont notamment qualifiées d'ordinaires les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et renouvellement du ou des Commissaires aux comptes ;
- rémunération et révocation des administrateurs, à l'exception du Président (conseil d'administration).
- nomination, renouvellement et révocation des censeurs ;

### **15.6 Assemblées Générales Extraordinaires**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions modifiant les Statuts sous réserve des exceptions prévues par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les Actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart des Actions ayant le droit de vote et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les décisions sont adoptées à la majorité des trois quarts (75 %) des Actions détenues par les Actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance.

Sont notamment qualifiées d'extraordinaires les décisions suivantes

- opérations ayant un impact, de manière immédiate ou différée, sur la composition du capital de la Société (fusions, scissions, apports partiels d'actifs, émission ou conversion de titres, augmentation ou réduction de capital, appel public à l'épargne, demande de négociation sur un marché, modification de la valeur nominale des actions...)
- dissolution de la Société ;
- transformation en une Société d'une autre forme ;
- toute modification des Statuts, à l'exception du transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- prorogation de la Société.

À peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants de la société ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'État et soumise au contrôle de légalité dans les conditions prévues aux articles L.2131-2, L.3131-3, L.5211-3, L.5721-4 du code général des collectivités territoriales.

## **ARTICLE 16 – DÉLÉGUÉ SPÉCIAL**

---

Lorsqu'une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales a accordé sa garantie aux emprunts contractés par une société publique locale, elle a le droit, à condition de ne pas en être actionnaire, d'être directement représentée auprès de la société publique locale par un Délégué Spécial désigné, en son sein, par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales.

Le Délégué Spécial doit être entendu, sur sa demande, par tous les organes de direction de la société. Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du conseil d'administration.

Le Délégué peut procéder à la vérification des livres et des documents comptables et s'assurer de l'exactitude de leur mention, conformément aux dispositions de l'article L.1524-6 du CGCT.

Le Délégué rend compte de son mandat dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les représentants au Conseil d'administration par l'article L.1524-5 du CGCT.

## **ARTICLE 17 – COMMUNICATION**

---

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-1 du CGCT, les délibérations du Conseil d'administration et des Assemblées Générales, accompagnées du rapport de présentation et de l'ensemble des pièces s'y rapportant, sont communiquées dans les quinze (15) jours suivants leur adoption au représentant de l'État dans le département où la société a son siège social.

De même, sont transmis au représentant de l'État les contrats visés aux articles L.1523-2 à L.1523-4 ainsi que les comptes annuels et le rapport du ou des Commissaires aux comptes.

## **ARTICLE 18 – RAPPORT ANNUEL**

---

Les représentants des Actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an à leur actionnaire respectif un rapport écrit sur la situation de la Société conformément à l'article L.1524-5 du CGCT et portant notamment sur les modifications des Statuts qui ont pu être apportées. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

## **ARTICLE 19 – CONTRÔLE DES ACTIONNAIRES SUR LA SOCIÉTÉ**

---

Chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaires exerce un contrôle, individuel et collégial sur la Société, analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services. En particulier, les actionnaires exercent un contrôle étroit sur tout contrat passé sans publicité ni mise en concurrence entre la société et l'un de ses actionnaires. Tout mandat, tout contrat de prestation de services passé sans publicité ni mise en concurrence qualifié de contrat « *in house* » ou de « quasi régie », passé entre la société et ses actionnaires est soumis préalablement à l'approbation du Conseil d'administration. Chacun de ces contrats

décrit dans le détail les modalités de contrôle de la collectivité actionnaire sur les conditions d'exécution de la convention par la Société.

## **ARTICLE 20 – EXERCICE SOCIAL**

---

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2022.

## **ARTICLE 21 – INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

---

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

Le Conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

## **ARTICLE 22 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES**

---

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'Assemblée Générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq (5) pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les Actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors les cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant

du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes à porter en réserve en application de la loi, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## **ARTICLE 23 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

---

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

## **ARTICLE 24 – DISSOLUTION - LIQUIDATION**

---

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, à l'expiration du terme fixé par les Statuts ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle les modalités de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des Actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des Actions est effectué entre les Actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

## **ARTICLE 25 – CONTESTATION**

---

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la vie de la Société ou de sa liquidation entre les Actionnaires et la Société, ou entre les Actionnaires eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des Statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la Société.

À cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la Société.

## **ARTICLE 26 – ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION**

---

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Leur signature emportant reprise des engagements, les Actionnaires ont pris connaissance de cet état avant la signature des Statuts.

## **ARTICLE 27 – DÉSIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES**

---

Sont nommés jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et :

- en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, [...].

Le Commissaire ainsi nommé a accepté le mandat qui lui est confié et déclare satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de son mandat.

## **ARTICLE 28 – DÉSIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS**

---

À la date de signature des présents statuts et en considération de la quote-part du capital détenue par chaque Actionnaire et du nombre total d'administrateurs composant le Conseil d'administration, les sièges sont répartis comme suit :

Actionnaires	Nombre des représentants	Identités des premiers représentants
CAPB	11	
SMPBA	1	
Assemblée spéciale	6	

Les administrateurs ainsi nommés ont accepté le mandat qui leur est confié et déclarent satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat.

## **ARTICLE 29 – FRAIS**

---

Les frais, droits et honoraires des présents Statuts et de ses suites seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

## **ARTICLE 30 – POUVOIRS, PUBLICITÉ**

Les soussignés donnent mandat au Président de la CAPB ou son représentant à l'effet de prendre pour le compte de la Société, en attendant son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, les engagements qui sont décrits dans un état annexé aux présentes.

L'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, la reprise desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à la personne mandatée pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société, et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes les formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés ;
- et plus généralement pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

## **ARTICLE 31 - IDENTITÉ DES ASSOCIÉS**

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R.224-2, 8° du Code de Commerce, il est précisé que les présents Statuts ont été signés par [actionnaires] et par [administrateurs] au titre de l'acceptation de leur mandat d'administrateur de la Société.

**Fait à [...], le [...], en [...] exemplaires,**

<b>Actionnaires</b>	<b>Identité du signataire dûment habilité</b>	<b>Signature</b>
La Communauté d'agglomération du Pays Basque (« CAPB »)		
Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (« SMPBA »)		
La commune d'Ascain		
La commune de Bayonne		
La commune de Biarritz		
La commune de Boucau		

La commune de Cambo-les-Bains		
La commune de Ciboure		
La commune de Hasparren		
La commune de Hendaye		
La commune de Mauléon		
La commune de Mouguerre		
La commune de Saint-Jean-de-Luz		
La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port		
La commune de Saint Palais		
La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle		
La commune de Saint-Pierre-d'Irube		
La commune d'Urrugne		
La commune d'Ustaritz		

---

[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

---

[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**



\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre du Conseil d'Administration

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil d'administration de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

\_\_\_\_\_  
[...], Membre de l'Assemblée spéciale

Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Signature, précédée de la mention :

**« Bon pour acceptation des fonctions de membre de l'Assemblée spéciale de la société »**

PROJET

# **SPL « Pays Basque Aménagement »**

**Société Publique Locale**

**Au capital de 225.000 euros**

**Siège social : 15, avenue Foch à 64100 Bayonne**

**En cours d'immatriculation au Registre du commerce  
et des sociétés de Bayonne**

**Régie par l'article L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales et  
les dispositions du titre II du livre V de la première partie du Code général des  
collectivités territoriales**

---

## **PACTE D'ACTIONNAIRES**

**EN DATE DU [...]**

**Entre les soussignés :**

- **1° La Communauté d'Agglomération du Pays Basque (« CAPB »)**, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, immatriculé au RCS de Bayonne sous le numéro SIRET 20006710600019, dont le siège se situe au 15 Avenue du Maréchal Foch, 64100 BAYONNE représentée par son Président, dûment habilité par délibération du conseil communautaire en date du [...] ;
- **2° Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (« SMPBA »)**, syndicat mixte, immatriculé au RCS de Bayonne sous le numéro SIRET 25640160500017, dont le siège se situe au 15 Avenue du Maréchal Foch, 64100 BAYONNE représentée par son Président, dûment habilité par délibération du comité syndical en date du [...] ;
- **3° La commune d'Ascaïn** dont le siège se situe Mairie d'Ascaïn 24 route de Saint-Ignace 64310 Ascaïn, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **4° La commune de Bayonne** dont le siège se situe 1 Av. du Maréchal Leclerc, 64100 Bayonne, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 4 juillet 2020 ;
- **5° La commune de Biarritz** dont le siège se situe 12 Av. Edouard VII, 64200 Biarritz, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **6° La commune de Boucau** dont le siège se situe 1 Rue Lucie Aubrac, 64340 Boucau, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **7° La commune de Cambo-les-Bains** dont le siège se situe Av. de la Mairie, 64250 Cambo-les-Bains, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **8° La commune de Ciboure** dont le siège se situe 14 Pl. Camille Jullian, 64500 Ciboure, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **9° La commune de Hasparren** dont le siège se situe 5 Rue Jean Lissar, 64240 Hasparren, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **10° La commune de Hendaye** dont le siège se situe Pl. de la République, 64700 Hendaye, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **11° La commune de Mauléon** dont le siège se situe 2 rue Arnaud de Maytie – Square Jean Moulin 64130 Mauléon-Licharre, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **12° La commune de Mouguerre** dont le siège se situe 582 Chemin de la Croix de Mouguerre, 64990 Mouguerre, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;

- **13° La commune de Saint-Jean-de-Luz** dont le siège se situe 2 Pl. Louis XIV, 64500 Saint-Jean-de-Luz, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **14° La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port** dont le siège se situe 13 Pl. Charles de Gaulle, 64220 Saint-Jean-Pied-de-Port, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **15° La commune de Saint Palais** dont le siège se situe 1 Rte de Gibraltar, 64120 Saint-Palais, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **16° La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle** dont le siège se situe 75 rue Karrika 64310 Saint-Pée-sur-Nivelle, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **17° La commune de Saint-Pierre-d'Irube** dont le siège se situe Mairie 1 Plaza Berri 64990 Saint-Pierre d'Irube, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **18° La commune d'Urrugne** dont le siège se situe Pl. de la Mairie, 64122 Urrugne, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;
- **19° La commune d'Ustaritz** dont le siège se situe 35 Pl. de la Mairie, 64480 Ustaritz, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du [...] ;

Ci-après, ensemble, « les Actionnaires » ou « les Parties » ;

En présence de :

- [...] Société publique locale, au capital de [...] euros, dont le siège social est situé [...], en cours d'immatriculation, représentée par son Président, [...]

Ci-après désignée, « la Société ».

Les Actionnaires et la Société étant, ci-après, dénommés, ensemble, les « Parties » et, individuellement, une « Partie »



Il a été préalablement exposé ce qui suit :

À la date de signature des présentes, le capital social et les droits de vote de la Société sont répartis comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Quote-part du capital et des droits de vote
La Communauté d'agglomération du Pays Basque (« CAPB »)	1370	137.000 €
Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour (« SMPBA »)	150	15.000 €
La commune d'Ascain	20	2.000 €
La commune de Bayonne	50	5.000 €
La commune de Biarritz	50	5.000 €
La commune de Boucau	50	5.000 €
La commune de Cambo-les-Bains	50	5.000 €
La commune de Ciboure	50	5.000 €
La commune de Hasparren	50	5.000 €
La commune de Hendaye	50	5.000 €
La commune de Mauléon-Licharre	20	2.000 €
La commune de Mouguerre	50	5.000 €
La commune de Saint-Jean-de-Luz	50	5.000 €
La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port	20	2.000 €
La commune de Saint Palais	20	2.000 €
La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle	50	5.000 €
La commune de Saint-Pierre-d'Irube	50	5.000 €
La commune d'Urrugne	50	5.000 €
La commune d'Ustaritz	50	5.000 €

À l'occasion de la constitution de la Société, les Actionnaires sont convenus de conclure le présent pacte d'actionnaires (ci-après le « Pacte ») afin de définir les règles essentielles qu'ils entendent voir appliquer à la Société en complément de celles prévues dans les Statuts de la Société (ci-après, les « Statuts »).

Aussi, les actionnaires susmentionnés ont décidé de constituer, ainsi qu'il suit, une société publique locale (la « Société ») conformément aux termes des statuts ci-après (les « Statuts ») :

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	6
ARTICLE 2 – OBJET DU PACTE.....	8
ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES .....	8
ARTICLE 4 – PLAN D’AFFAIRES.....	8
ARTICLE 5 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	8
ARTICLE 6 - DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ.....	11
ARTICLE 7 - COMITÉS .....	11
ARTICLE 8 - FINANCEMENT .....	13
ARTICLE 9 - PRINCIPES CONCERNANT LA CESSION D' ACTIONS.....	13
ARTICLE 10 - CLAUSE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	14
ARTICLE 11 -ADHÉSION AU PACTE.....	14
ARTICLE 12 - DÉCLARATIONS ET GARANTIES DES PARTIES .....	15
ARTICLE 13 - DUREE DU PACTE .....	15
ARTICLE 14 - INDIVISIBILITÉ.....	15
ARTICLE 15 - NOTIFICATIONS .....	16
ARTICLE 16 - ÉLECTION DE DOMICILE .....	16

## CECI EXPOSE, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les termes ci-après mentionnés utilisés dans le Pacte, lorsqu'ils sont écrits avec leur première lettre en majuscule, auront le sens résultant des définitions ci-dessous :

- « **Actions** » signifie les actions ou autres valeurs mobilières émises par la Société donnant accès, à quelque moment que ce soit, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution de titres représentatifs d'une quotité du capital ou de droits de vote de la Société (y compris l'usufruit ou la nue-propiété d'actions de la Société) ainsi que les droits préférentiels de souscription ou d'attribution détenus à ce jour et susceptibles d'être détenus par un Actionnaire, et plus généralement toutes valeurs visées au chapitre VIII du Titre II du Livre II du Code de Commerce ;
- « **Actionnaires** » : désigne l'ensemble des actionnaires signataires du Pacte et, le cas échéant, toute entité qui viendrait ultérieurement à acquérir des Actions de la Société et qui aurait adhéré au présent Pacte ;
- « **Actionnaire Concerné** » : désigne tout Actionnaire qui (i) viole une disposition essentielle des Statuts ou du Pacte et/ou (ii) empêche, directement ou via son représentant, l'adoption, (a) par le Conseil d'administration de la Société, de toute Décision Stratégique contre l'avis favorable des représentants des deux autres Actionnaires et/ou (b) par l'Assemblée Générale Extraordinaire, de toute résolution conforme à l'intérêt social de la Société ;
- « **Blocage** » : désigne (i) suite à la mise en œuvre de la procédure de règlement des Différends visée aux présentes, l'impossibilité pour les Parties de parvenir à un accord sur un Différend et/ou (ii) la violation d'une disposition essentielle des Statuts à laquelle il n'aurait pas été remédié (si cela est possible) par la Partie concernée dans les cinq (5) jours suivants la mise en demeure qui lui aura été adressée par la Société de se conformer sans délai aux obligations mises à sa charge aux termes des documents précités ;
- « **Cédant** », désigne tout Actionnaire qui cède tout ou partie de ses Actions dans le cadre d'une Cession ;
- « **Cessionnaire** », désigne tout acquéreur d'Actions détenues par l'une quelconque des Parties et plus généralement tout bénéficiaire d'une Cession ;
- « **Cession** » ou « **Transfert** » de même que les verbes associés « **Céder** » ou « **Transférer** », conjugués ou non : désignent indifféremment : toute mutation, transfert ou cession à caractère gratuit ou onéreux et ce, quel qu'en soit le mode juridique ou la contrepartie. Ces opérations comprennent notamment et sans que cette énumération soit limitative, la vente publique ou non, l'apport à une offre publique d'achat ou d'échange, l'échange, l'apport en société (en propriété ou en jouissance) y compris à une société en participation, la fusion, la scission, ou toute opération assimilée, la donation, le transfert de nue-propiété ou d'usufruit, le prêt, la location, la constitution d'une garantie ou d'une sûreté, la convention de croupier, etc., de même que toute mutation, transfert ou cession intervenant dans le cadre d'une liquidation ou d'une dissolution de toute entité, d'une liquidation de communauté, d'une constitution fiduciaire, ou encore d'une distribution en nature ;
- « **Contrôle** » : désigne le contrôle direct ou indirect de toute entité au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce ;

- « **Décisions** » : désigne les décisions du Conseil d'administration de la Société devant être adoptées - sous réserve des dispositions de l'article L.225-40 du Code de commerce - à la majorité qualifiée des trois quarts (75 %) (les « Décisions Stratégiques ») ;
- « **Différend(s)** » : désigne la survenance de l'une des situations visées ci-après ;
  - une cause de dissolution judiciaire pour justes motifs telle que cette notion est définie dans l'article 1844-7 (5°) du Code civil (notamment en cas de mésentente entre les Actionnaires paralysant le fonctionnement de la Société) ;
  - toute action ou évènement entraînant un blocage au sein de la Société résultant d'une impossibilité quelconque (i) pour le Conseil d'administration, de prendre une Décision Stratégique (ii) et, pour l'Assemblée Générale Extraordinaire, d'adopter une résolution conforme à l'intérêt social de la Société ;
- « **Expert** » : désigne toute société d'audit et d'expertise comptable de premier rang indépendante de chacune des Parties, désignée d'un commun accord entre les Parties et, à défaut d'accord entre les Parties, tout expert indépendant de chacune des Parties, désigné par le Président du Tribunal de commerce du siège de la Société, statuant en la forme des référés sans recours possible, saisi à la demande de la Partie la plus diligente. L'Expert a pour mission, conformément à l'article 1592 du Code civil, de valoriser les Actions sous Promesse et d'appliquer la Promesse ainsi que d'en interpréter les clauses qui ne seraient pas claires et précises, dans la mesure où elles se rattachent à sa mission de valorisation ; étant convenu que l'Expert ne pourra remettre en cause les éléments contenus dans les états financiers de la Société qu'il serait amené à utiliser dans le cadre de l'exécution de sa mission, dès lors qu'ils auront été approuvés par les Actionnaires. Il doit rendre son rapport dans le délai maximum d'un mois de sa saisine et le notifier par lettre recommandée avec avis de réception, de manière simultanée à l'ensemble des Parties à l'expertise et à la Société. Dans l'exercice de sa mission, l'Expert devra lui-même respecter et faire respecter le principe du contradictoire par l'ensemble des Parties. La Société s'engage à communiquer, sans délai, à l'Expert toute information et tout document qui serait nécessaire à l'exercice de sa mission. Toutes difficultés survenant en cours d'expertise et relatives à son déroulement (notamment pour ce qui concerne sa durée), seront soumises au Président du Tribunal de commerce du siège de la Société statuant en la forme des référés sans recours possible. En cas de refus ou de carence de l'Expert ou d'impossibilité pour l'Expert d'accomplir sa mission (dans ces deux derniers cas pendant une période supérieure à 15 jours), un nouvel Expert sera désigné selon les mêmes modalités (accord entre les Parties ou, à défaut, désignation par le Président du Tribunal de commerce du siège de la Société statuant en la forme des référés sans recours possible). Les Parties s'interdisent de contester les conclusions du rapport de l'Expert et s'engagent à le respecter (sous réserve de l'absence d'erreur manifeste par l'Expert). Les frais et honoraires de l'Expert seront supportés à parts égales entre les parties à l'expertise. Dans l'hypothèse où la faculté de recours à l'Expert serait jugée irrégulière aux termes d'une décision exécutoire, la mission de l'Expert incombera au juge saisi de la contestation de la validité de l'expertise, qui pourra, le cas échéant, recourir à l'avis d'un tiers.
- « **Plan d'Affaires** » : désigne le Plan d'affaires qui identifie les objectifs financiers d'investissement et d'exploitation de la Société à engager sur une dizaine d'années ;
- « **Statuts** » : désigne les statuts de la Société ;
- « **Tiers** » : désigne toute personne physique ou morale et, plus généralement toute entité non-actionnaire de la Société et, pour une personne morale, une entité non contrôlée par une Partie ou ne contrôlant pas la Partie au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

## **ARTICLE 2 – OBJET DU PACTE**

---

L'objet du présent Pacte est de (i) rappeler les objectifs communs des Actionnaires en matière d'activité et de développement de la Société et les moyens pour y parvenir, (ii) définir une vision partagée de la gouvernance de la Société, (iii) établir, entre les Parties, des règles et conditions de sortie de la Société en cas de Blocage.

## **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES**

---

Les Parties s'engagent à se comporter l'une envers l'autre comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter toutes les conventions stipulées au Pacte et dans ses annexes dans cet esprit. Elles conviennent que ce Pacte a pour elles une force obligatoire. Il s'applique à elles quel que soit le montant de leur participation au capital.

Les Parties s'engagent expressément à respecter au sein des organes compétents de la Société toutes les stipulations du Pacte et à ne pas y voter ou y faire voter de décision qui serait contraire aux stipulations du Pacte et modifier les Statuts si nécessaire.

Les Parties s'engagent également, chacune pour ce qui la concerne, à prendre toutes dispositions, à faire toutes les démarches, à obtenir toutes les autorisations requises, à signer tous les actes et de manière générale à faire tout ce qui sera nécessaire à tout moment avec la diligence requise pour donner plein effet aux stipulations du Pacte.

Les Parties s'obligent à exécuter de bonne foi les stipulations du présent Pacte qui expriment l'intégralité de l'accord conclu entre elles en s'interdisant de leur opposer toutes stipulations contraires ou dérogatoires pouvant résulter d'actes ou de conventions antérieures.

## **ARTICLE 4 – PLAN D'AFFAIRES**

---

Tenant compte d'hypothèses partagées entre les actionnaires, le Plan d'affaires identifie les objectifs financiers d'investissement et d'exploitation de la Société à engager sur une dizaine d'années. Une première version du Plan d'affaires sera formalisée au cours de la première année d'existence de la Société.

Le Plan d'Affaires fait l'objet d'une actualisation annuelle et d'une approbation en Conseil d'administration.

Le Plan d'Affaires constitue une feuille de route pour la Société et ses dirigeants que les Actionnaires souhaitent voir respectée dans toute la mesure du possible.

Aucune Partie ne pourra toutefois se prévaloir du non-respect de tout ou partie du Plan d'Affaires à l'effet de ne pas respecter l'une quelconque de ses dispositions souscrites au titre des Statuts et/ou du Pacte.

## **ARTICLE 5 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

---

### **5.1 Composition du Conseil d'administration**

La Présidence du Conseil d'administration sera assurée par un représentant de la CAPB.

Les administrateurs ne perçoivent pas d'avantages particuliers ou de rémunération, à l'exception - sur décision expresse des Actionnaires, du Conseil d'administration (pour le président) et AGO (pour les administrateurs) et sous réserve que la situation financière et la trésorerie immédiatement disponible de la Société le permettent compte tenu, notamment, du

Plan d'Affaires - de jetons de présence qui pourront être attribués, le cas échéant, en fonction de l'assiduité des membres dudit Conseil à ses réunions, ainsi qu'aux réunions de tout Comité Technique le cas échéant.

En revanche un défraiement des administrateurs est autorisé sur présentation de justificatif dans les conditions définies par le Conseil d'administration.

Chacun des Actionnaires disposant d'un représentant à l'Assemblée spéciale a la faculté de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société la nomination d'un censeur au sein du Conseil d'administration dans les conditions visées aux statuts.

À ce titre, et si un ou plusieurs Actionnaires demandent la désignation d'un membre du Conseil d'administration ou d'un censeur conformément aux termes du présent Pacte, les autres Actionnaires s'engagent irrévocablement et inconditionnellement à faire en sorte qu'une assemblée générale des actionnaires et/ou un Conseil d'administration soit convoqué dans les plus brefs délais à l'effet qu'il soit procédé à sa/leur nomination ou, si cela est possible, à sa/leur cooptation.

En tout état de cause, et en cas de démission, de décès ou de révocation d'un membre du Conseil d'administration ou d'un censeur, les Actionnaires s'engagent à prendre toute décision, voter toute résolution et, d'une manière générale, à faire tout le nécessaire pour que le Conseil d'administration soit composé en permanence conformément aux règles susvisées tant que la répartition du capital social de la Société est celle mentionnée en préambule du présent Pacte.

## **5.2 Réunions du Conseil d'administration**

Les Actionnaires conviennent que le Conseil d'administration devra impérativement se réunir au moins une fois par trimestre et, en tout état de cause, aux périodes et avec les objets suivants :

- au mois d'avril (au plus tard au mois de mai), pour notamment arrêter les comptes et le rapport d'activité de la Société sur l'exercice écoulé et convoquer l'assemblée générale ordinaire (provisions, amortissements, répartition et affectation des résultats...);
- au mois de juin, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Ce Conseil modifiera et ajustera s'il y a lieu la stratégie de la Société décidée précédemment, et modifiera en conséquence le Plan d'Affaires ;
- dans le courant du dernier trimestre, afin de présenter le bilan prévisionnel, se prononcer sur le budget de l'année à venir et définir la stratégie de la Société pour l'année à venir et adapter, le cas échéant de manière corrélative le Plan d'Affaires en cours.

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société le justifie, de sorte que ces dispositions ne font pas obstacle à ce que d'autres réunions puissent se tenir, notamment à l'effet d'autoriser au préalable la mise en œuvre des Décisions.

Le Président du Conseil d'administration devra veiller à ce que le rythme des séances du Conseil d'administration soit directement lié à l'activité opérationnelle de la Société et aux décisions à prendre en vue d'assurer une parfaite connaissance et une totale transparence auprès des administrateurs, avec notamment un suivi régulier du budget de la Société.

Le Président du Conseil d'administration de la Société et le Directeur Général sont tenus de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le Président du Conseil d'administration s'engage à veiller qu'à l'appui de la convocation adressée par tous moyens écrits ou électroniques et de l'ordre du jour, toute documentation

de nature à éclairer la prise de décision des administrateurs leur soit transmise dans la mesure du possible, et sauf cas d'urgence, dans les dix (10) jours calendaires précédents, permettant une étude préalable et avisée en vue de la tenue du Conseil d'administration, sauf caractère d'urgence nécessitant l'inscription d'un point à l'ordre du jour à bref délai.

### **5.3 Décisions prises par le Conseil d'administration**

En application de l'article 11.8 des Statuts, les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés, à l'exception de certaines Décisions Stratégiques nécessitant une majorité qualifiée de 75 %.

Les Décisions Stratégiques listées ci-dessous sont adoptées – sous réserve des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce – à la majorité qualifiée des 75 % (3/4) des administrateurs présents ou représentés :

- nomination, fixation de la rémunération et révocation du Président du Conseil d'administration ;
- l'établissement, la conclusion, la modification et la résiliation des contrats de quasi-régie entre les actionnaires publics et la société ;
- agrément de toutes Cessions d'actions ; entrée et sortie de capital ;
- toute décision de transfert du siège social de la Société et plus généralement toute proposition de modification statutaire à soumettre aux Actionnaires ;
- modification de l'orientation stratégique de l'activité de la Société ;
- toute proposition de dissolution de la Société à soumettre aux Actionnaires ;
- investissements et tout engagement de dépenses non prévus au budget annuel en cours et en dehors du cours normal des affaires ;
- négociation, signature, modification et résiliation de toute convention d'avances en compte courant d'Actionnaires.

Les décisions listées ci-dessous sont adoptées à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés :

- la nomination, la fixation de la rémunération, l'étendue des pouvoirs et la révocation du Directeur Général ;
- cession d'actif en dehors du cours normal des affaires ;
- investissements et tout engagement de dépenses supérieurs à cinq cent mille euros (500.000 €) ;
- négociation, signature, modification et résiliation de tout contrat de financement (y compris crédit-bail), sûreté ou garantie ou engagement hors bilan d'un montant supérieur à cinq cent mille euros (500.000 €) ;
- négociation, signature, modification et résiliation de tout engagement sous forme de caution, aval, sûreté ou garantie pour un montant supérieur à cinq cent mille euros (500.000 €) ;
- négociation, signature, modification et résiliation de tout contrat et marché conclu ou passé par la Société représentant un engagement financier supérieur à cinq cent mille euros (500.000 €) ;
- résolution de toute réclamation et de tout litige auxquels la Société est partie d'un montant supérieur à deux cent mille euros (200.000 €).

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Directeur Général doit réunir le Conseil d'administration et obtenir son autorisation, votée aux règles de majorité corrélative en fonction de la nature de l'acte, avant de réaliser (par lui--

même ou par ses représentants ou délégués) toute opération ou action, passer tout acte ou conclure toute convention pour le compte de la Société dans les domaines relevant des Décisions soumises au Conseil d'administration conformément au présent article.

L'autorisation des actes visés ci-dessus peut prendre la forme d'une autorisation globale, donnée pour des montants déterminés, ou prendre la forme de seuils en montant en dessous desquels une autorisation n'est pas requise. Toute autorisation doit être formalisée dans le procès-verbal de réunion du Conseil d'administration.

Un projet de résolution relevant d'un des domaines ci-dessus ne pourra être valablement soumis aux actionnaires de la Société sans autorisation ou décision préalable du Conseil d'administration. Toute résolution adoptée par les Actionnaires de la Société en violation des dispositions qui précèdent est nulle.

## **ARTICLE 6 - DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ**

---

Les Actionnaires s'accordent, dès à présent, sur le principe de dissociation des fonctions de la présidence du Conseil d'administration et de la direction générale, sauf en cas de vacance du poste de directeur général. Ils s'engagent à veiller à ce que leur représentant en Conseil d'administration vote en ce sens lors de la délibération portant sur ce sujet.

La direction de la Société est assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général. Le Directeur Général agit au nom de la Société sous réserve des limites prévues par la loi, les Statuts et les stipulations du présent Pacte.

Le Directeur Général dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société, sous réserve des limites prévues par la loi, les statuts et les stipulations du présent pacte.

Les Actionnaires conviennent de ne pas procéder à la désignation d'un ou plusieurs Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) et s'interdisent donc, en conséquence, de concourir de quelque manière que ce soit et directement ou via leur représentant, à leur désignation.

En tout état de cause, les Actionnaires conviennent que toute décision de nomination du Directeur Général de la Société devra prévoir que ce dernier sera réputé de plein droit démissionnaire d'office au jour où le mandat des membres du Conseil d'administration qui l'ont désigné cesse du fait de la cessation du mandat de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement qui les a eux-mêmes désignés.

En pratique, son mandat sera toutefois prorogé jusqu'au jour où le nouveau Conseil d'administration de la Société sera convoqué et se réunira à l'effet de délibérer sur (i) la nomination d'un nouveau Directeur Général ou son renouvellement dans ses fonctions et que (ii) son remplaçant aura été effectivement désigné ou son renouvellement effectivement approuvé ; ses pouvoirs se limitant, dans cette attente, à la gestion des affaires courantes.

La direction générale de la société sera assurée par une personne proposée par la CAPB et sa nomination sera soumise au vote du Conseil d'Administration.

Le choix du Directeur général sera en tout état de cause fait en concertation entre les actionnaires.

## **ARTICLE 7 - COMITÉS**

---

Les Actionnaires s'engagent à proposer et à faire voter en Conseil d'administration la création de tout comité nécessaire à la parfaite exécution des missions du Conseil d'administration et à la bonne et complète information de ses membres. Les règles de fonctionnement des comités institués reprenant les dispositions du présent article 7 seront formalisées dans le règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration.



### **7.1. Rôle d'un Comité**

Un Comité a pour vocation d'éclairer le Conseil d'administration par un avis technique avisé sur le ou les domaines de sa compétence.

Il joue un rôle consultatif et a pour mission d'émettre des avis techniques et/ou financiers sur tous les engagements à soumettre au Conseil d'administration et relevant, notamment, des Décisions listées ci-avant sous l'article 5.3 du Pacte.

### **7.2. Composition des Comités**

Tout Comité dont la création serait décidée sera composé de représentants de l'ensemble des membres avec voix délibérative (chaque membre ayant une voix).

Le Comité peut être complété d'autres membres sans voix délibérative choisis en fonction de leur expertise liée à l'activité de la Société et au domaine de compétence technique du comité concerné et désignés par le Conseil d'administration sur les propositions respectives des membres représentant de la CAPB.

En cas de démission, de décès ou de révocation d'un membre d'un Comité, les Parties s'engagent à prendre toute décision et d'une manière générale à faire le nécessaire pour que le Conseil d'administration désigne le membre remplaçant proposé par l'Actionnaire concerné de telle sorte que le Comité concerné soit composé en permanence conformément aux règles susvisées.

Par ailleurs, le Directeur Général participe à chaque Comité avec voix consultative. Sous réserve de l'accord de l'ensemble des membres du Comité, toutes autres personnes qualifiées peuvent assister au Comité avec une voix consultative uniquement.

### **7.3 Fonctionnement d'un Comité**

Tout Comité Technique se réunit avant le Conseil d'administration, sur convocation du Président du Conseil d'administration, du Directeur Général ou à la demande d'au moins un (1) de ses membres, à chaque fois qu'une Décision mentionnée à l'article 5.3 du Pacte relevant de la compétence d'un Comité constitué, doit être prise par le Conseil d'administration et à tout moment lorsque l'intérêt de la Société l'exige.

En cas d'urgence ou par commodité, chaque Comité pourra se réunir par visioconférence ou conférence téléphonique. Tout membre du Comité peut donner pouvoir à un autre membre dudit Comité à l'effet de le représenter.

Un Comité ne peut rendre un avis que si l'ensemble des membres à voix délibérative a, sur première convocation, exprimé sa position soit directement, soit via le pouvoir donné à un autre membre de ce Comité ; à défaut d'avoir rendu un avis sur première convocation, le Comité concerné pourra rendre un avis sur seconde convocation y compris en l'absence d'un ou plusieurs de ses membres ou si ou un plusieurs membres n'exprime pas sa position.

L'avis d'un Comité est rendu à la majorité simple des membres disposant de voix délibératives, présents ou représentés.

L'avis d'un Comité est porté à la connaissance des membres du Conseil d'administration au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la tenue de la séance du Conseil d'administration qui suit la réunion du Comité.

L'absence d'avis du Comité concernant un projet de Décision préalablement à la réunion du Conseil d'administration n'empêchera pas ce dernier de statuer valablement sur la Décision concernée.

### **7.4 Création de deux Comités**

La Société procédera à la création d'un Comité, dit « Comité Technique ».

Ce dernier aura la charge, en sus de la réalisation des missions susvisées concernant toute Décision, de donner un avis sur tout contrat et/ou actions à entreprendre et/ou formalité(s) et procédure(s) à suivre dans le cadre des opérations de mandat, de conception, de construction, de maintenance, d'exploitation assurées par la Société.

La Société procédera également à la création d'un Comité à objet financier, dit « Comité financier et de contrôle analogue ».

Ce dernier aura la charge, en sus de la réalisation des missions susvisées concernant toute Décision, de donner un avis sur (i) tout contrat et/ou actions à entreprendre et/ou formalité(s) et procédure(s) à suivre, et de manière générale de veiller au contrôle des orientations stratégiques de la société, au respect des équilibres financiers et à la pertinence de la comptabilité analytique. Ce comité complète les organes sociaux dans la mise en œuvre du contrôle analogue inhérent à la quasi-régie.

Les Actionnaires conviennent que la création, la suppression, le remaniement et/ou la modification des missions de l'un quelconque des Comités précités seront décidés au cas par cas et au fur et à mesure des besoins par le Conseil d'administration de la Société statuant à la majorité simple de ses membres.

## **ARTICLE 8 - FINANCEMENT**

---

Les Actionnaires affirment leur volonté de maintenir à la Société un niveau de fonds propres et/ou quasi-fonds propres (apports en capital et en compte courant) en rapport avec son volume d'activité et avec les risques pris, en vue de permettre son développement futur et la réalisation de tous investissements nécessaires à son fonctionnement et au respect des normes en vigueur.

Les Actionnaires se concerteront et négocieront de bonne foi afin de déterminer les modalités financières, juridiques et fiscales les plus adaptées au financement de la Société par le biais de fonds propres et/ou quasi-fonds propres et de concours externes, étant précisé que :

- le financement de la Société (coûts de fonctionnement, financement des investissements, rémunération des fonds propres ...) sera assuré par les recettes de toutes natures liées des activités de la Société ;
- chaque Actionnaire pourra contribuer au financement par l'intermédiaire d'avances en compte-courant d'actionnaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables à chaque Partie ;
- les Actionnaires rechercheront des conditions de financement conformes aux pratiques de marché et la Société veillera à consulter plusieurs établissements bancaires afin d'obtenir les meilleures conditions de financement ;
- les garanties qui pourront être demandées aux Actionnaires en lien avec le financement des investissements comporteront, dans la mesure du possible, une clause en vertu de laquelle tout Actionnaire qui céderait ses actions de la Société serait libéré de son engagement de garantie.

## **ARTICLE 9 - PRINCIPES CONCERNANT LA CESSION D'ACTIONS**

---

Les Cessions d'Actions, entrée et sortie du capital, interviendront selon les conditions fixées à l'article 9 des Statuts.

En application de l'article L.228-23 du Code de commerce, toute Cession d'Actions de la Société effectuée en violation de la procédure d'agrément prévue par les Statuts de la Société sera nulle et de nul effet.

Une Cession d'Actions ne pourra valablement intervenir si le Cessionnaire n'a pas au préalable adhéré au Pacte conformément à l'article 11 ci-après.

## **ARTICLE 10 - CLAUSE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

---

En cas de survenance d'un Différend entre les Actionnaires ou entre un ou plusieurs Actionnaires et la Société, chacune des Parties pourra initier la procédure décrite ci-dessous en le notifiant au Président du Conseil d'administration et aux autres Actionnaires (la « Notification de Différend ») ; La Notification de Différend devra exposer de manière raisonnablement détaillée les termes du Différend.

À réception de la Notification de Différend, le Président du Conseil d'administration convoquera dans le délai de quinze (15) jours, le Conseil d'administration qui se réunira en vue de statuer sur le Différend et tenter d'y remédier au terme d'une décision unanime des administrateurs de la Société.

Dans l'hypothèse où une solution au Différend serait trouvée dans le cadre de la procédure susmentionnée, chacun des Actionnaires s'engage à faire tout le nécessaire pour que le Conseil d'administration ou l'assemblée générale des Actionnaires de la Société prenne des décisions conformes à celles arrêtées dans le cadre de la procédure susvisée.

## **ARTICLE 11 - ADHÉSION AU PACTE**

---

Tout Cessionnaire des Actions de la Société, non signataire du présent Pacte ou entité non signataire du présent Pacte souscrivant à une augmentation de capital ou à une émission d'Actions donnant accès au capital est tenu au préalable d'adhérer au Pacte par voie d'engagement écrit.

Pour le cas où un Actionnaire déciderait de la Cession d'une ou plusieurs de ses Actions à un Tiers, il s'engage à faire adhérer ledit tiers au Pacte au plus tard lors de la réalisation de la Cession.

Pour ce faire, les Actionnaires donnent mandat irrévocable à la Société pour recueillir ladite adhésion, après vérification que les procédures prévues au Pacte et dans les Statuts ont bien été respectées.

En conséquence, la simple signature par la Société d'un exemplaire du Pacte également signé par l'entité devant adhérer au Pacte (la « Nouvelle Partie ») vaudra signature par l'ensemble des Parties. La Nouvelle Partie deviendra de ce fait une Partie pour les besoins du Pacte et le Pacte liera et bénéficiera à la Nouvelle Partie.

Une copie du Pacte ainsi modifié sera alors notifiée à chacun des Actionnaires par la Société.

Faute pour l'Actionnaire à l'origine de la Cession d'Actions au profit d'un Tiers d'avoir obtenu l'adhésion du tiers au Pacte préalablement à la réalisation de la Cession, les Actionnaires donnent irrévocablement instruction à la Société de ne pas inscrire la Cession des Actions audit Tiers dans le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'actionnaires de la Société, jusqu'à ce que l'adhésion du Tiers ait été recueillie.

## **ARTICLE 12 - DÉCLARATIONS ET GARANTIES DES PARTIES**

---

Chacune des Parties déclare et garantit aux autres Parties :

- qu'elle a pleine et entière capacité pour le présent Pacte et exécuter l'ensemble de ses dispositions ;
- qu'elle est en situation régulière au regard de la loi française eu égard à son statut et que son représentant légal a tous pouvoirs et qualités pour signer et exécuter le présent Pacte ;
- la signature et l'exécution du Pacte n'entraînent ni n'entraîneront de violation, résiliation ou modification de l'une des conditions ou modalités de tous contrats ou actes auxquels elle est partie et que le Pacte n'est en opposition avec aucune stipulation desdits contrats ou actes.

## **ARTICLE 13 - DURÉE DU PACTE**

---

Le présent Pacte prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des Parties. Il est conclu pour une durée de dix (10) ans.

Il pourra être révisé à tout moment par décision unanime des Actionnaires, le cas échéant sur proposition du Conseil d'administration, afin d'être adapté à l'évolution des opérations, du marché et de l'activité de la Société.

Tout Actionnaire cessera de plein droit de bénéficier et d'être lié par les stipulations du Pacte à compter du jour où ledit Actionnaire aura procédé à la Cession de la totalité de ses Actions. Le Pacte continuera dans ce dernier cas à s'appliquer aux autres Parties.

## **ARTICLE 14 - INDIVISIBILITÉ**

---

Le fait qu'une quelconque clause du Pacte devienne nulle, inopposable, caduque, illégale ou inapplicable ne pourra remettre en cause la validité du Pacte et n'exonèrera pas les Parties de l'exécution du Pacte.

Dans un tel cas, les Parties s'engagent à substituer si possible à la disposition illicite ou inapplicable, une disposition licite correspondant à l'esprit et à l'objet de celle-ci.

Les stipulations du Pacte sont indépendantes de celles d'autres accords passés entre les Parties et de celles des statuts de la Société, et aucune d'entre elles ne saurait être interprétée comme dérogeant aux stipulations du Pacte.

## **ARTICLE 15 – FORCE OBLIGATOIRE**

---

En cas de conflit entre les stipulations du Pacte et celles des Statuts, les stipulations du pacte prévaudront entre les Parties. Dans cette hypothèse, les Parties s'engagent à modifier les Statuts pour les mettre en conformité avec les stipulations du Pacte.

Les Parties conviennent que pour le cas où certaines stipulations du Pacte seraient contradictoires ou incompatibles avec les Statuts, les Parties devront prendre les mesures nécessaires pour faire prévaloir les procédures prévues aux termes du présent Pacte.

## ARTICLE 16 - NOTIFICATIONS

Sauf convention contraire, toute notification devra être faite par écrit et sera soit remise en main propre, soit adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de la Partie concernée.

## ARTICLE 17 - ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du Pacte et de ses suites, les Parties font élection de domicile en leur siège respectif énoncé en tête des présentes.

Fait à [...], le [...], en [...] exemplaires,

<b>Pour la SPL [...]</b>
<b>Le Président</b>

Actionnaires	Identité du signataire dument habilité	Signature
La Communauté d'agglomération du Pays basque (« CAPB »)		
Le Syndicat des Mobilités Pays basque-Adour (« SMPBA »)		
La commune d'Ascain		
La commune de Bayonne		
La commune de Biarritz		
La commune de Boucau		
La commune de Cambo-les-Bains		
La commune de Ciboure		
La commune de Hasparren		
La commune de Hendaye		
La commune de Mauléon		
La commune de Mouguerre		
La commune de Saint-Jean-de-Luz		
La commune de Saint-Jean-Pied-de-Port		
La commune de Saint Palais		
La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle		
La commune de Saint-Pierre-d'Irube		
La commune d'Urrugne		
La commune d'Ustaritz		